

Suspension des ONG internationales : Bujumbura persiste et signe

RFI, 02-10-2018 Le Burundi donne 3 mois aux ONG pour se mettre en règle, sous peine de radiation. Quelques jours après avoir annoncé la suspension de toutes les ONG internationales pour une période de trois mois, le Burundi persiste et signe. Lors d'une réunion d'explications (photo), le ministère de l'Intérieur a posé ses conditions et menacé les réfractaires de suppression définitive.

Le ministre burundais de l'Intérieur a d'emblée mis les points sur les i, ce mardi : aucune ONG étrangère n'a d'existence légale au Burundi depuis le 1er octobre. Toutes, à l'exception de celles qui gèrent les hôpitaux et les écoles par exemple, doivent cesser leurs activités de terrain. Le ministre de l'Intérieur a posé ses conditions : les ONG internationales peuvent redémarrer leurs activités tout de suite si elles le veulent, à la condition de présenter quatre documents dûment signés. Sont demandés une convention de coopération avec le ministère des Affaires étrangères, un protocole avec le ministère qui régit leur secteur d'interventions, un acte d'engagement sur le respect de la réglementation financière et en dernier lieu un « plan de correction des déséquilibres ethniques », qui court sur trois ans.

C'est ce dernier point qui a été jusqu'ici la principale pierre d'achoppement, certaines ONG mettant en avant des problèmes d'éthique. Le gouvernement a donc décidé de taper cette fois du poing sur la table. Il leur donne trois mois pour se soumettre à ces exigences, sinon elles seront « radiées définitivement ». Passage en force. L'objectif du gouvernement, « mettre de l'ordre » dans un secteur marqué, selon le ministre Pascal Barandagiye, par des irrégularités. Il évoque notamment des ONG qui n'ont rien fait sur le terrain depuis des années, d'autres sans aucun statut légal et, surtout, il leur reproche de ne pas avoir mis en application une nouvelle loi controversée, qui régit leur existence depuis 20 mois. Comme les discussions en cours depuis des mois n'ont rien donné jusqu'ici, le pouvoir a décidé de leur tordre le bras, estiment des sources à Bujumbura.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});